

LA RÉPUBLIQUE ET LES TRIBUS

Du même auteur

Les Relations entre l'Union européenne et Israël : droit communautaire et droit des échanges internationaux. Le cas du commerce agricole, Paris, L'Harmattan, 2003

Les Juifs et la Droite : Israël et la diaspora entre Netanyahou, Sarkozy et Obama, Paris, Pascal, 2010

PHILIPPE VELILLA

LA RÉPUBLIQUE ET LES TRIBUS

ESSAI SUR LE COMMUNAUTARISME POLITIQUE

ESSAI

BUCHET • CHASTEL

© Libella, Paris, 2014
ISBN 978-2-283-02727-1

*À mes parents, décédés dans cette HLM du
Neuf-Trois de ma jeunesse, où j'ai côtoyé
les tribus et appris la République.*

Introduction

Le 12 mai 1986, le cercueil de Gaston Defferre était porté en terre par huit jeunes Marseillais : deux chrétiens, un juif, deux musulmans, un Asiatique, un Africain et un Arménien. Pour les proches du maire légendaire de la cité phocéenne, capitale du cosmopolitisme, c'était l'image de la République métissée. Un quart de siècle plus tard, l'affichage d'un tel symbole reste exceptionnel. Les fidèles des grandes religions (catholiques, protestants, juifs et musulmans) et les minorités ethniques (Noirs, Arméniens, Turcs, Chinois ou Indiens) sont souvent invisibles dans la sphère publique. Il s'agit de la dimension *underground* de la vie politique française. Mais ces non-dits ne doivent rien au hasard. Officiellement, le communautarisme politique n'existe pas. Les partis politiques se gardent bien de mettre en avant leurs interventions ciblées en direction de telle ou telle catégorie de la population, *a fortiori* lorsqu'il s'agit d'une communauté ethnique. Cela participe de la suspicion à l'égard de tous les particularismes. La Révolution française avait du reste interdit les corporations, et la République ne reconnut les associations qu'en 1901. Aujourd'hui encore, les lobbies restent perçus comme des éléments perturbateurs du fonctionnement d'institutions démocratiques où l'intérêt général n'est jamais égal à la somme des intérêts

particuliers. Plus encore, le communautarisme politique et le tribalisme électoral sont perçus comme contraires à la démocratie qui ne connaît que des citoyens égaux en droits et en devoirs. En d'autres termes, le modèle national, fondé sur le principe d'égalité, est *color blind*. Cette tradition a été renforcée par certaines spécificités du système politique français. À droite, le gaullisme, en plaçant la Nation et le rassemblement du peuple français au-dessus de tout, donnait de la société une vision unanimiste. À gauche, le marxisme, longtemps dominant, avec son analyse des rapports sociaux en termes de lutte des classes, interdisait la prise en compte d'autres paramètres comme la religion ou les cultures. Cette occultation française des communautés en politique s'oppose à la vision du monde anglo-saxon où le vote ethnique fait l'objet d'une approche ouverte par les partis, et figure parmi les sujets de prédilection des politologues.

Aux États-Unis, particulièrement, cet intérêt ne doit pas étonner. La population américaine est le produit d'une juxtaposition d'immigrations successives qui sont devenues des minorités organisées. Le communautarisme a été théorisé à partir de la philosophie dite « communautarienne » selon laquelle « l'individu n'existe pas indépendamment de ses appartenances, fussent-elles culturelles, ethniques, religieuses ou sociales¹ ». De New York à Los Angeles, de Chicago à Miami, les partis s'adressent spécifiquement aux minorités pendant les campagnes électorales faisant des électeurs afro-américains, asio-américains, juifs et latinos les cibles de discours politiques destinés à capter leurs voix. Les Églises évangélistes jouent un rôle prépondérant au sein du Parti républicain, et l'électorat catholique fait l'objet de toute l'attention de candidats appartenant souvent à une société WASP en déclin. On analyse généralement cette

1. Catherine Halpern, « Le communautarisme, une notion équivoque », scienceshumaines.com.

dichotomie entre le traitement des communautés de part et d'autre de l'Atlantique comme la traduction d'organisations de la société diamétralement opposées : laïcité ici, communautarisme là-bas. L'analyse théorique est fondée, mais la distinction s'avère de moins en moins opérationnelle. Car les tribus existent en politique.

L'investigation portera ici sur le rapport à la politique des seules minorités ethniques et religieuses. On y ajoutera la communauté gay, victime elle aussi de discriminations, et qui agit de la même façon que les minorités ethniques, avec des associations de défense de la cause, une presse dédiée et un lobbying auprès des décideurs. On n'abordera pas, dans le cadre de ce travail, le rôle d'autres lobbys pourtant très actifs comme ceux des francs-maçons, des organisations syndicales ou patronales, des réseaux des grandes écoles. Tous ces groupes d'influence, dont les travaux sont d'ordre intellectuel ou professionnel, ne peuvent être confondus avec des communautés dans lesquelles la naissance et l'appartenance se confondent largement. C'est le sens donné ici au mot « tribu » : sans connotation péjorative, on qualifiera ainsi les communautés fondées sur une origine ou une appartenance religieuse conférant au groupe une cohésion. Cette homogénéité, même relative, a des conséquences politiques, notamment électorales. Ces communautés existaient souvent avant la République, et entretiennent avec elle des relations complexes qui peuvent, dans certains cas, faire prévaloir l'intérêt exclusif de la tribu et l'ignorance volontaire de toutes les autres.

La persistance de ce tribalisme au XXI^e siècle peut étonner. Contrairement à des attentes un peu naïves, la mondialisation culturelle n'a pas rapproché les communautés, sauf à considérer la sous-culture Coca-Cola, l'idéologie McDonald et les pratiques sociales fast-food. On imaginait une vieille Europe, que les pères fondateurs du traité de

Rome rêvaient d'unifier, où les irrédentismes disparaîtraient. Tout au contraire, la Catalogne menace de quitter l'Espagne, la Flandre la Belgique, et l'Écosse la Grande-Bretagne. À un niveau plus individuel, on pensait que la multiplication des échanges sur la Toile contribuerait au dépassement des tribus. Une simple visite de Facebook montre qu'il n'en est rien, bien au contraire : les « amis » sont d'abord ceux du même pays, de la même religion, de la même ethnie. Les nouvelles technologies, comme les possibilités nées de la libération des ondes, ont mis en valeur les particularismes, au risque d'aller vers l'enfermement. Les identités tribales sont développées par des sons, des images et des informations qui viennent de *là-bas*, ce pays abandonné et souvent mythifié.

Le mouvement de tribalisation de la communication s'est accentué il y a trente ans avec les radios libres, dont l'influence concurrence celle de la presse écrite communautaire. Chaque communauté a créé son réseau : Radio J et Radio Beur ont été rapidement suivies d'autres stations s'adressant aux juifs (RCJ, Radio Shalom, Judaïques FM...) et aux Arabes de France (Radio Méditerranée, Radio Orient...). Les vieilles tribus n'ont pas été en reste avec Radio Notre-Dame et Fréquence protestante, les évangélistes possédant leurs propres moyens d'expression avec RFE. Les radios arméniennes (AYP FM), africaines (Africa, Africa 1...) ont suivi. Il n'est plus une seule communauté importante sans sa radio, les jeunes Indiens pouvant désormais écouter Radio Teen Taal, et les jeunes Franco-Turcs MIT. Radio Latina et les radios italiennes et portugaises complètent ce panorama du tribalisme radiophonique non exhaustif. En plus d'écouter la musique et les nouvelles du pays d'origine, les tribus peuvent maintenant accéder à l'information à la source avec les chaînes câblées. En d'autres termes, les communautés sont désormais abreuvées par des médias dédiés qui

entretiennent et renforcent les liens avec la terre des ancêtres, source de tant de nostalgie. Les vols low cost permettent de s'y rendre souvent et de vivre, cette fois sans média interposé, une identité fièrement revendiquée.

Mais celle-ci n'est pas seulement culturelle. Sa dimension politique ne saurait être sous-estimée : la mémoire, le nationalisme et la religion sont des éléments constitutifs de la société tribale. Toute la question est de savoir si ces pratiques sont compatibles avec la République. Ainsi, depuis l'action municipale jusqu'au niveau gouvernemental, quelles sont les approches qui introduisent ces questions dans le débat public ?

Lors des élections municipales, la recherche du vote des communautés présentes en nombre dans la localité a toujours existé. Ce communautarisme électoral peut conduire à des victoires ou à des échecs, surtout lorsque les résultats s'annoncent serrés. À tout le moins, cela interdit certaines prises de position aux candidats. Un postulant à la fonction de maire de Créteil ou de Sarcelles négligeant les demandes des communautés juives verrait ses chances de l'emporter singulièrement compromises. La méconnaissance du traumatisme généré par le génocide arménien à Alfortville, Issy-les-Moulineaux, Villeurbanne ou Marseille aurait les mêmes conséquences. La tendance s'est largement amplifiée au cours des dernières décennies, avec un communautarisme municipal élargi à des vagues d'immigration quantitativement importantes de familles maghrébines et noires souvent majoritaires dans nombre de villes de banlieue. Initialement limitées aux problèmes du racisme et de la pratique religieuse, les interventions des édiles touchent maintenant à des questions qui excèdent largement leurs attributions. Des déclarations ou des résolutions d'assemblées locales traitent désormais de la mémoire de l'esclavage, du génocide arménien, de l'enseignement du fait

colonial, du conflit israélo-palestinien, etc. Le programme municipal n'est plus le seul aspect de l'élection qui reflète ces préoccupations. En composant leurs listes, les chefs de file doivent aujourd'hui tenir compte de la diversité des communautés présentes dans l'électorat.

Au plan national, le communautarisme a depuis longtemps dépassé le stade de l'amateurisme. Il imprègne le discours politique. On a même vu, avant l'élection présidentielle de 2012, un Noir candidat à la candidature faire de la couleur de sa peau le thème principal de sa campagne : « Ne votez pas blanc », affirmait Patrick Lozès, fondateur du CRAN¹. Ce type de slogan peut choquer, mais il traduit une réalité : la République n'est plus monocolore – blanche – et le christianisme n'y est plus la référence obligée. Le communautarisme politique entend simplement en tirer les leçons, et ce choix n'est pas sans conséquence, même si au niveau national la majorité ne peut être le fait des choix électoraux d'une minorité. Mais l'addition de votes communautaires est parfois décisive, et la coalition de minorités peut faire l'élection. C'est souvent le cas aux États-Unis, où deux des trois derniers présidents – Bill Clinton et Barack Obama – ont gagné grâce à des scores impressionnants dans les *minorities*, alors qu'ils étaient très en dessous de la barre des 50 % dans l'électorat blanc. Nicolas Sarkozy, président pro-américain revendiqué, tenta d'importer ce modèle de communautarisme politique. On vit ainsi se déployer d'étranges manœuvres destinées à ménager l'électorat catholique, à reconquérir l'électorat protestant et à ne pas perdre les électeurs juifs et arméniens. L'Élysée, devenu un véritable palais des tribus, reçut les visites intéressées de toutes les communautés. L'audace alla jusqu'à vouloir conquérir une partie des électors beur et black. Le Président promut la notion de diversité dans quelques discours et

1. CRAN : Conseil représentatif des associations noires.

nomma au gouvernement de jeunes et jolies femmes issues de ces minorités. On accordera à Nicolas Sarkozy que cette dernière initiative ne relevait pas seulement d'un calcul électoral. La gauche n'avait pas eu cette audace auparavant. Le gouvernement Jospin, par exemple, monocouleur, avait volontairement ignoré cette évolution de la société française. Dès son arrivée au pouvoir, François Hollande reprit à son compte la pratique de son prédécesseur, confirmant ce qui devrait devenir une tradition dans la vie politique française : donner au gouvernement les couleurs d'une France métissée. Les élections législatives de juin 2012 amplifièrent le mouvement : pour la première fois, dix élus issus de la diversité firent leur apparition à l'Assemblée nationale. C'est dire que le communautarisme politique a aussi des conséquences positives.

Mais ces approches ne sont pas motivées par le seul souci de l'équité. Sous couvert de nobles préoccupations – la défense des minorités et la promotion de la diversité – les partis de l'arc républicain dissimulent une motivation moins avouable : la recherche d'un vote ethnique, réel ou supposé. Cette tentative d'instrumentalisation des communautés n'est pas sans conséquence sur le fonctionnement du système politique. Le citoyen n'est plus seulement appréhendé selon son code social, mais aussi en fonction de ses origines, de sa religion et de son appartenance identitaire. Dans une vision extrême, l'individu se retrouverait enfermé dans son statut originel, comme sous l'Ancien Régime.

Cette approche joue aussi à rebours et contribue à la montée des partis populistes en Occident. Le tribalisme et ses dérivés intégristes offrent aux partis populistes une thématique facile : dites *délinquance*, on vous répond *djihad*, dites *chômage* on vous répond *burqa*. Il suffisait d'y penser. Cette xénophobie obsessionnelle veut exclure les tribus de la République. Ce fascisme new-look entend proscrire toute

expression culturelle minoritaire, et prétend restaurer l'âge d'or d'une société unanimiste qui n'a pourtant jamais existé. Cette montée populiste n'a rien d'anecdotique et, loin d'être confinée à l'extrême droite, elle contamine maintenant les partis de la droite classique et au-delà. Le Parti républicain aux États-Unis et les partis conservateurs en Europe ont fait de l'hostilité à l'immigration un thème récurrent des campagnes électorales. Au bout du spectre, les discours racistes, antisémites et xénophobes participent de ce même refus de la face cachée de la mondialisation : un métissage irréversible à l'heure des grands flux migratoires. Les réponses données provoquent parfois d'autres dérives : l'intégrisme laïc renforce les stratégies d'enfermement et le racisme anti-Blancs le sentiment d'une agression universelle. Au-delà des manipulations, la question essentielle est évacuée : comment les sociétés occidentales vont-elles s'adapter à la présence massive de populations du Sud et d'un islam qui ne veut plus se cacher ?

On s'efforcera de traiter ici sur un mode dépassionné de questions qui font souvent polémique. Les problèmes soulevés par les tribus de la République ne sont pas réductibles à quelques formulations rapides, car le temps des tribus est un temps long, et leur comportement complexe. L'équation n'est pas simple, et il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle. Des partis profitent du communautarisme politique, alors que d'autres y perdent leur âme en même temps que les élections. Le tribalisme électoral n'est pas sans risque et sans limite. Poussé à l'extrême, le communautarisme politique donnerait de la Nation – ce « plébiscite de tous les jours », comme disait Renan – l'aspect d'une collection de tribus, et ferait alors une grande victime : la République.

Première partie

Les tribus dans les urnes

« S'il n'y avait pas eu les homosexuels et les Noirs, Sarkozy et l'UMP n'auraient pas perdu les élections. »

Propos attribué à François Fillon par *Le Canard enchaîné* du 12 décembre 2012.

Peu de politologues ont osé faire le calcul : sans le soutien massif des communautés arabo-musulmane, noire et gay, qui ont accordé au candidat socialiste des majorités écrasantes, François Hollande aurait-il été élu? La même addition n'avait du reste pas été faite pour Nicolas Sarkozy qui, en 2007, avait bénéficié d'un vote massif en sa faveur des électeurs catholiques pratiquants, pieds-noirs, juifs et arméniens. Ces carences de l'analyse politique ne doivent rien au hasard. En France, le vote ethnique est peu étudié. Mais cette conspiration du silence tend à s'estomper. Des laboratoires universitaires et des instituts de sondage s'efforcent de donner des bases scientifiques aux investigations sur les choix politiques des minorités¹. On s'intéresse désormais

1. Voir notamment les travaux du CEVIPOF, centre de recherches politiques de Sciences Po. On utilisera notamment ici les enquêtes menées par ce centre avec l'IFOP sur les électorats sociologiques avant les

au vote beur et black, à la question de la diversité, aux évolutions politiques des communautés de la nouvelle France. On oublie trop souvent que dans la vieille France, les électeurs catholiques, protestants, arméniens, juifs ou pieds-noirs pratiquent, à des degrés divers, une approche ciblée de la politique. Les minorités ethniques et religieuses expriment des préoccupations particulières : attachement à une morale traditionnelle pour les catholiques, à la reconnaissance du génocide de 1915 pour les Arméniens, à la défense d'Israël pour les juifs, à la lutte contre les discriminations pour les musulmans et les Noirs, etc.

La grille d'analyse de ces manifestations de tribalisme électoral ne peut être la même pour toutes les minorités. Le vote catholique, issu de la religion majoritaire, ne relève pas de paramètres applicables au vote arménien, sous-produit d'une communauté ultra-minoritaire. Le vote juif, disséqué depuis plus d'un siècle par des politologues, n'est pas comparable au vote musulman, plus massif, plus récent, et plus abstentionniste, en particulier dans les quartiers populaires.

Quelle que soit la tribu, l'approche de son comportement politique n'est jamais aisée. Car, pour capter ses votes, les techniques employées sont souvent celles des non-dits de la vie politique, obligeant l'observateur à passer de l'autre côté du miroir pour chercher, déceler, décrypter des comportements électoralistes méconnus. Articles, interviews et prises de position de l'ensemble des candidats sont archivés dans les médias communautaires, dans des locaux exigus de magazines à diffusion souvent confidentielle, et de radios rarement connues au-delà du cercle de leurs auditeurs habituels.

élections présidentielles de 2012. Parmi les chercheurs, il faut saluer les travaux pionniers de Claude Dargent, Rémy Leveau, Pascal Perrineau ou Catherine Wihtol de Wenden. Les recherches actuelles d'Éric Kessler, de Patrick Simon ou de Vincent Tiberj sont également précieuses.

LES TRIBUS DANS LES URNES

En dépit des difficultés du décryptage, tous les travaux menés en la matière montrent la réalité d'un vote ethnique qui joue un rôle non négligeable dans la vie politique : les tribus ont acquis droit de cité dans la République et, quoi qu'on en dise, le phénomène n'est pas récent.

1

Les tribus de la vieille France

Les votes arménien, juif et pied-noir ont toujours fait l'objet de démarches spécifiques de la part des candidats, et pas seulement au niveau local. Cela participe du clientélisme électoral d'une France politique traditionnelle. On oublie généralement de classer dans cette catégorie les votes catholique et, à un moindre degré, protestant. Sans doute parce que, jusqu'à une période récente, le christianisme étant largement majoritaire en France, le vote des fidèles ne relevait pas du tribalisme. À l'heure de la déchristianisation, ce n'est plus le cas.

VOTE CATHOLIQUE

La religion catholique n'a pas disparu, même si le mouvement de déchristianisation semble irréversible en Europe de l'Ouest. Mais, en Europe centrale et orientale, les Églises, qui ont connu une renaissance après la chute du communisme, jouent un rôle politique souvent décisif.

Cela a toujours été le cas pour l'Église polonaise qui, après l'accession en 1978 de l'un des siens, Karol Wojtyła, au pontificat sous le nom de Jean-Paul II, appuya de façon décisive la naissance du syndicat Solidarité dont les dirigeants, Lech

Walesa en premier, revendiquaient ouvertement les valeurs du catholicisme. À Varsovie, l'Église continue à avoir une importante influence politique en soutenant les partis de droite.

Même en Europe du Sud, où la pratique religieuse s'est effondrée, l'Église a joué un rôle dans le retour au pouvoir du Parti populaire en Espagne, et a pesé dans la décision du très catholique Mario Monti de s'investir dans la vie politique de son pays. Le phénomène est moins visible en France, où l'Église, délaissée par ses fidèles, ne l'est cependant pas encore par les responsables politiques.

La tribu délaissée

Les catholiques sont devenus une minorité, une tribu. Selon un recouplement d'études récentes, si les Français étaient 80 % à se dire catholiques en 1966, ils ne sont plus que 43 % en 2008 et seulement 24 % d'entre eux déclarent accorder « beaucoup » ou « assez » d'importance à la religion¹. Du reste, si, en 1961, 92 % des Français étaient baptisés, ils ne sont plus que 5 % aujourd'hui à envisager de le faire pour leurs enfants. D'ores et déjà, moins de 20 % des couples se marient à l'église, soit trois fois moins qu'il y a vingt ans². Aujourd'hui, peu de catholiques pratiquent : à peine 5 % vont régulièrement à la messe, obligeant les sociologues à créer un néologisme pour désigner cette catégorie : les « messalisants ». Signe plus inquiétant encore pour l'Église, cette pratique régulière est le fait de 15 % des

1. Enquête coordonnée par Cris Beauchemin, Christelle Hamel et Patrick Simon, Équipe TeO, *Trajectoires et Origines (TeO)* 2008. Enquête sur la diversité des populations en France, INED/INSEE. Les premiers résultats de cette vaste enquête ont été publiés dans la collection « Documents de travail », Paris, INED, n° 168, octobre 2010.

2. Conférence des évêques de France, *Statistiques de l'Église catholique en France* (guide 2011).

catholiques de plus de 65 ans, mais seulement de 1 % des 15-34 ans¹, et est plus fréquente dans le monde rural que dans les villes.

Mais la faiblesse des chiffres en valeur relative ne doit pas masquer l'importance quantitative du groupe : 5 % de mesalisants et 24 % de personnes déclarant attacher de l'importance à la religion, pour une vingtaine de millions d'adultes, cela signifie que plus d'un million de pratiquants réguliers et près de cinq millions de fidèles examinent peu ou prou les questions de société à l'aune de leur foi.

L'Église a toujours joué un rôle important en politique, d'abord d'un point de vue idéologique. À bien des égards, la pensée de droite s'est constituée à l'ombre de l'Église. Le rôle de la hiérarchie catholique dans la contre-révolution, son attitude antidreyfusarde, son soutien au soulèvement franquiste, puis au régime de Vichy, ses positions dans la querelle scolaire, ont durablement façonné la droite. De façon logique, la gauche s'est largement structurée contre l'Église, à partir d'une pensée anticléricale souvent sans nuances.

L'Église a aussi marqué la vie politique française d'une autre façon : ses mouvements de jeunesse ont formé nombre de responsables politiques. La Jeunesse agricole chrétienne (JAC) et la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) ont longtemps joué ce rôle, principalement pour la droite. Le déclin de ces mouvements ne doit pas faire oublier les solidarités de formation qui s'y sont constituées. François Bayrou, qui est passé par ces organisations, le reconnaît sans détour : « C'est vrai que les réseaux cathos n'existaient plus. L'UNEF de droite, qu'étaient la JEC et la JAC, avait disparu, mais aujourd'hui, être chrétien est redevenu un signe de reconnaissance. Même quand je suis en désaccord avec Christine

1. Sondage IFOP pour *La Croix*, cité par *Le Monde*, 12 octobre 2012.

Boutin, Pascal Clément ou Charles Millon, il existe une solidarité implicite¹. »

Le mouvement de jeunesse du bord opposé, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) issue en 1927 de l'Action catholique, a aussi été le centre de formation militante de nombre de dirigeants de gauche : Jacques Delors hier, Cécile Duflot aujourd'hui. Jean-Marc Ayrault, lui, a milité au Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) qui penchait aussi à gauche. Cette école, alimentée par le personnalisme d'Emmanuel Mounier et le Sillon de Marc Sangnier, qui voulaient dès l'avant-guerre conjuguer christianisme et socialisme, a joué un rôle considérable dans la constitution de la deuxième gauche. D'abord au sein de la CFTC, avec le mouvement Reconstruction de Paul Vignaux, qui devait donner naissance en 1964 à la CFDT². L'influence de ce courant au sein du PSU, puis du Parti socialiste après les Assises du socialisme en 1974, a largement favorisé la montée en puissance de la gauche non communiste sous la V^e République. Un mouvement comme Vie nouvelle, né en 1942, auquel Jacques Delors a appartenu, a aussi joué un rôle dans le ralliement de nombreuses familles chrétiennes au Parti socialiste avant 1981. Mais l'influence de l'Église sur la gauche ne s'est pas arrêtée là. Nombre de dirigeants de la première gauche ont reçu une éducation catholique : Martine Aubry, Bertrand Delanoë, François Hollande, François Mitterrand, Ségolène Royal et tant d'autres ont fréquenté l'Église et l'école catholique. On a du mal à croire qu'ils n'en aient pas gardé quelque chose. La biographe de Martine Aubry fait ainsi observer de façon pertinente : « Même si elle a balayé l'aspect catholique de

1. François Bazin et Joseph Macé-Scaron, *Les Politocrates : vie, mœurs et coutumes de la classe politique*, Paris, Seuil, 1993.

2. Hervé Hamon et Patrick Rotman, *La Deuxième Gauche : histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Ramsay, 1982.

son héritage et revendiqué son athéisme, l'intimité de Martine Aubry est profondément imprégnée de culture chrétienne¹. » Ségolène Royal, jusque dans son vocabulaire, porte la marque de cette éducation, et ne s'en cache pas. En 2007, elle s'adressait ainsi à ses partisans : « Tendons-nous la main, aimons-nous les uns les autres². » Après sa défaite électorale, elle persista en employant inlassablement le mot « fraternité », et critiqua ses adversaires au sein du PS en citant le Christ : « Pardonnez-leur car ils ne savent pas ce qu'ils font. » Ce qui devait lui valoir l'ironique réplique « vous ferez cela en mémoire de moi », du très laïc Henri Emmanuelli qui, notons-le au passage, connaît son catéchisme. Pour tous les responsables de la première gauche, leur distanciation vis-à-vis de l'Église à l'âge adulte ne peut effacer leur attachement à des valeurs chrétiennes comme l'humanisme et l'universalisme qu'ils ont ensuite conjugués avec la grammaire socialiste. Mais, conscients ou non de ce qu'ils doivent à cette éducation, ils s'en cachent souvent. Cette situation schizophrénique qui s'est progressivement installée entre l'Église et la gauche fait dire au théologien Olivier Abel que « la gauche ne veut rien devoir au christianisme alors qu'elle lui doit tout ». On doit toutefois noter, dans la dernière période, une affirmation plus marquée de cette appartenance intellectuelle. Au printemps 2013, à l'initiative de parlementaires socialistes se revendiquant ouvertement du christianisme social, s'est constitué le think tank Esprit civique avec une devise : « La personne au cœur de la gauche ».

Mais les chrétiens de gauche restent minoritaires, et le poids de la hiérarchie catholique n'est pas pour rien dans cette marginalité politique. Dès 1910, le pape Pie X condamnait le Sillon de Marc Sangnier. En 1959, c'est le

1. Isabelle Giordano, *Martine, le destin ou la vie*, Paris, Grasset, 2011.

2. Discours au stade Charléty, 1^{er} mai 2007.

rapprochement avec les communistes en cours au sein du mouvement des prêtres ouvriers qui fut interdit. Plus près de nous, le pape Jean-Paul II a condamné la théologie de la libération en Amérique latine, et Mgr Gaillot, qui militait en faveur d'une ouverture de l'Église sur les questions de société, a été sanctionné en 1995.

Les chrétiens de gauche sont donc très logiquement marginalisés. Seuls quelques responsables socialistes, comme Jean-Pierre Mignard, l'un des propriétaires de *Témoignage chrétien*, ou Pascal Lamy, revendiquent aujourd'hui cette appartenance. En revanche, à l'UMP, nombre de dirigeants, comme Luc Chatel, François Fillon, Nadine Morano, Jean-Pierre Raffarin ou Laurent Wauquiez, proclament haut et fort leur appartenance à l'Église catholique, apostolique et romaine. Leurs convictions politiques ont peu de chances d'entrer en conflit avec les positions affichées du clergé.

Le pilier de la droite

Le vote catholique n'a plus la même importance qu'autrefois, mais il ne peut être négligé. Il ne l'est pas au niveau local, là où l'Église est encore puissante, comme dans l'Ouest, le Nord-Pas-de-Calais ou encore l'Alsace. Dans ces régions particulièrement, le soutien des municipalités à l'Église est solidement ancré, notamment dans les zones rurales. Le législateur a du reste organisé ce soutien depuis longtemps. La loi de 1905 a même instauré une dérogation autorisant les pouvoirs publics à entretenir les édifices culturels antérieurs à cette date, et, dans les limites posées par la loi Falloux, les collectivités territoriales peuvent financer les écoles confessionnelles. Aujourd'hui encore, les mairies concernées utilisent largement ces possibilités, alors même que le mouvement de sécularisation a considérablement réduit le nombre de fidèles.

Au plan national, l'Église continue à exprimer ouvertement ses choix idéologiques. Ainsi, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012, les évêques de France publièrent le 3 octobre 2011 le texte « Élections : un vote pour quelle société ? » On y trouve tous les thèmes qui feront l'objet d'une opposition ferme à nombre d'aspects du projet socialiste. L'épiscopat s'y prononce contre une approche « la plus fermée » de la laïcité : « L'intolérance à l'égard de l'Église catholique (et des religions en général) ne constitue pas seulement des vestiges du passé. » À partir d'une conception de « la famille, fondée sur l'union durable de l'homme et de la femme », le mariage homosexuel est condamné, ainsi que, de façon moins affirmée, l'avortement, le dépistage prénatal des handicaps et l'euthanasie.

L'orientation à droite est donc nette. Sur certains thèmes cependant, l'Église rejoint la gauche en défendant le « droit de tout homme à émigrer », et en se prononçant pour la « correction des écarts disproportionnés de richesse ». Mais sur le terrain de l'action politique, l'Église de France, sa hiérarchie, ses écoles, sa presse concentrent leurs forces contre certains projets emblématiques de la gauche, souvent de façon virulente. Pour s'exprimer, l'Église dispose encore de moyens non négligeables, avec des organes importants dans la presse écrite (*La Croix*, *La Vie*...) et audiovisuelle (Radio Notre-Dame, KTO...). Près de 120 000 élèves fréquentent les aumôneries de l'enseignement public¹, et l'Église dirige un réseau scolaire qui regroupe encore 20 % des effectifs, soit 2 millions d'élèves, et près de 200 000 salariés, dont 140 000 enseignants. Au niveau du Parlement, l'Église peut compter sur un lobby catholique dont Christine Boutin a été longtemps l'égérie. Les parlementaires catholiques adhèrent au Groupe d'études à vocation internationale sur les relations avec le Saint-Siège qui est aujourd'hui

1. Patrick Levaye, *Géopolitique du catholicisme*, Paris, Ellipses, 2007.

présidé par Xavier Breton, élu de l'Ain, très engagé contre la loi sur le mariage pour tous.

Tous ces relais jouèrent un rôle décisif en 1984 dans la mobilisation pour la défense de l'école privée, qualifiée de « libre », organisée principalement par le Secrétariat général de l'enseignement catholique, dirigé à l'époque par Nicole Fontaine qui devait devenir présidente du Parlement européen et ministre UDF. Ce réseau prit la tête d'un mouvement qui mobilisa des millions de parents d'élèves et infligea un important revers au pouvoir socialiste. Le rôle de l'Église était si important que Pierre Mauroy, Premier ministre à l'époque, regretta de ne pas avoir négocié directement avec le Vatican les modalités de la loi sur le grand service public unifié de l'éducation¹.

Cette expérience était encore dans toutes les mémoires lorsque l'Église, qui avait déjà condamné en 1998 la loi sur le PACS, se prononça contre le mariage homosexuel fin 2012-début 2013. Les prises de position étaient tranchées, avec Mgr Barbarin, cardinal de Lyon, déclarant que le mariage homosexuel ouvrait la voie à la polygamie et à l'inceste², et Mgr Vingt-Trois, cardinal archevêque de Paris, voyant dans le mariage homosexuel « une supercherie qui ébranlerait un des fondements de notre société³ ».

Sur cette question, l'Église ne s'est pas contentée de déclarations. Elle a joué un rôle important dans l'organisation des manifestations qui réunirent des centaines de milliers de Français contre la loi instituant le mariage pour tous. Cette mobilisation de masse a contribué à une renaissance de la droite et de l'extrême droite catholiques. La

1. Thierry Pfister, *La Vie quotidienne à Matignon au temps de l'Union de la gauche*, Paris, Gallimard, « Folio », 1986.

2. Interview à RCF (Radios chrétiennes francophones) et à TLM (Télé Lyon métropole) le 12 septembre 2012.

3. Déclaration à Lourdes le 3 novembre 2012.

première a déjà trouvé, au moins temporairement, une porte-parole en la personne de Frigide Barjot. La seconde, et particulièrement au travers du réseau Civitas, s'est renforcée pendant cette mobilisation. Entre droite et extrême droite, Christine Boutin et Béatrice Bourges, fondatrice du Printemps français, entendent imposer les thèmes du catholicisme conservateur. Les années qui viennent diront si un populisme chrétien, dont on a perçu l'émergence à l'occasion de ce mouvement, s'est fait une place dans le paysage idéologique, ce qui ne serait pas sans conséquence sur le positionnement de l'UMP.

L'attachement de l'électorat catholique à ses valeurs traditionnelles n'avait pas échappé à Nicolas Sarkozy qui a revendiqué en ces termes son appartenance confessionnelle¹ : « Je suis de culture catholique, de tradition catholique, de confession catholique. Même si ma pratique religieuse est épisodique, je me reconnais comme membre de l'Église catholique². » Il veilla toujours à ménager cet électorat qui lui fut massivement acquis pour l'élection de 2007 : 45 % des pratiquants réguliers auraient voté pour lui au premier tour, selon un sondage « sortie des urnes » fait par le CSA, et 77 % au second tour, selon le CEVIPOF.

Entouré de collaborateurs catholiques influents, comme Emmanuelle Mignon – ancienne dirigeante des Scouts unitaires de France – au début de son quinquennat, et Camille Pascal – grand admirateur du pape Benoît XVI – à la fin, il veilla à ne jamais s'éloigner de cette base électorale

1. Nicolas Sarkozy a connu, pendant son premier mariage avec Marie-Dominique Culioli, catholique très pratiquante, enseignante du catéchisme, une vie marquée par la religion. Ainsi, les fils du couple se virent attribuer les prénoms correspondant aux deux églises de Neuilly : Saint-Pierre et Saint-Jean.

2. Nicolas Sarkozy, *La République, les religions, l'espérance : entretiens avec Thibaud Collin et Philippe Verdin*, Paris, Cerf, 2004.

traditionnelle de la droite française. Mais ses frasques conjugales et son côté *bling bling* heurtèrent dès 2007 nombre de catholiques, et firent descendre sa cote de popularité auprès de cet électorat. Il tenta de reprendre pied dans un discours, préparé par Emmanuelle Mignon, qu'il prononça au Vatican le 20 décembre 2007, en sa qualité de chanoine de Saint-Jean de Latran, n'hésitant pas à prendre ses distances avec la laïcité : « Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le Bien et le Mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance. »

Mais, en 2010, son discours de Grenoble¹, nettement dirigé contre les étrangers, et sa campagne contre les Roms provoquèrent un certain émoi dans les milieux catholiques. Le pape Benoît XVI, dans un discours prononcé en français le 22 août 2010, condamna les projets du président Sarkozy : « Les textes liturgiques de ce jour nous redisent que tous les hommes sont appelés au salut. C'est aussi une invitation à savoir accueillir les légitimes diversités humaines. » Les sondages montrèrent que la popularité de Nicolas Sarkozy atteignait chez les catholiques une cote d'alerte de 52 %, alors que celle de Jacques Chirac était toujours restée au-dessus de 70 %. Le Président tenta une nouvelle opération de séduction le 2 mars 2011. Lors d'une visite au Puy-en-Velay, il déclara, dans un discours préparé par Camille Pascal : « La chrétienté nous a laissé un magnifique héritage de civilisation et de culture. Président d'une République laïque, je peux dire cela car c'est la vérité. »

Ces efforts répétés, conjugués à l'effet repoussoir de projets de François Hollande sur le mariage gay et l'euthanasie,

1. Discours du 30 juillet 2010.

finirent par payer : l'IFOP notait en février 2012 que 50 % des catholiques pratiquants s'apprêtaient à voter pour Nicolas Sarkozy dès le premier tour¹. Il retrouva au second tour son niveau de 2007, recueillant, selon un sondage Harris « sortie des urnes », 79 % des voix des catholiques pratiquants réguliers. Cette orientation politique est renforcée par le niveau social de cet électorat, qui appartient essentiellement à la France rurale, à la bourgeoisie de province et aux couches supérieures des populations urbaines. Mais les sondages montrent que le vote à droite est d'abord un vote d'adhésion idéologique : étroitement corrélé au niveau de pratique religieuse et influencé plus que les autres par les questions du mariage homosexuel et de la fin de vie². Au pays de la fille aînée de l'Église, l'électorat catholique reste solidement ancré à droite.

VOTE PROTESTANT

Mal connus, les protestants français ont une forte identité : la moitié d'entre eux déclarent attacher de l'importance à la religion³. Mais ils ne l'affichent guère. L'ostentation n'est pas la marque de l'Église réformée qui, de surcroît, en France, a souvent été obligée de se cacher.

La tribu invisible

D'après les estimations, environ 2 % des Français seraient protestants. Mais selon des sondages plus récents, 3 % se réclament de cette appartenance, progression attribuée à

1. Claude Dargent et Guy Michelat, *Le Vote des catholiques*, « Les électorats sociologiques », note n° 12 du CEVIPOF, février 2012.

2. Voir l'article de Henrik Lindell dans *La Vie* (en ligne) du 7 mai 2012.

3. INED/INSEE, *TeO (2008)*, *op. cit.*

l'influence grandissante des évangélistes¹. Au total, 2 millions d'individus relèveraient des différentes Églises protestantes en France. Le regain actuel ne doit pas masquer l'affaiblissement historique d'une religion qui représentait 11 % des Français au ^{xvi}e siècle, ce déclin démographique résultant d'une histoire de répression.

À la différence des pays d'Europe du Nord, comme la Suède où le protestantisme se confond avec la nation, l'histoire de l'Église réformée en France est celle d'une minorité opprimée. Sous l'Ancien Régime, à l'exception de la courte période où leur fut reconnue, par l'édit de Nantes de 1598, la liberté de culte, avant sa révocation définitive en 1685, l'histoire des protestants français est celle des persécutions et des guerres de religion, du massacre de la Saint-Barthélemy (24 août 1572) et des conversions forcées – les dragonnades à la fin du ^{xvii}e siècle –, qui provoquèrent l'exil de 200 000 Huguenots.

Au plan géographique, le protestantisme français relève d'une dichotomie marquée politiquement. Le bloc luthérien, qui domine en Alsace et dans le grand Est, penche à droite. Dans le grand Ouest, un croissant qui va de La Rochelle à l'Ardèche, on trouve des bastions de l'Église réformée qui sont autant de fiefs historiques de la gauche, notamment dans le Gard, et surtout dans les Cévennes, pays des Camisards, des paysans protestants révoltés contre Louis XIV entre 1702 et 1715.

D'un point de vue social, les enquêtes² font apparaître une population protestante dotée d'un niveau de vie plus élevé que la moyenne nationale : 67 % des protestants français sont propriétaires de leur logement, contre une moyenne nationale de 54 %. La haute société protestante,

1. *Réforme*, 3 septembre 2009. Le cas des évangélistes est traité plus loin dans le chapitre 3.

2. Voir notamment les travaux de Claude Dargent.